

<http://collectiflieuxcommuns.fr/?544-Comment-l-oligarchie-exacerbe-la>



# Comment l'oligarchie exacerbe la crise écologique

- Documents extérieurs - Autonomie sociale : Démocratie directe - Apports théoriques : Imaginaire, culture, création -



Date de mise en ligne : jeudi 17 juillet 2014

---

Copyright © Lieux Communs - Tous droits réservés

---

### Chapitre IV du livre de Hervé Kempf, *Comment les riches détruisent la planète*, Seuil, 2007.

Sans doute ne connaissez-vous pas Thorstein Veblen. C'est normal. Ce qui ne l'est pas, c'est que beaucoup d'économistes le méconnaissent également.

Raymond Aron, qui était un homme pondéré, comparait son oeuvre à celles de Tocqueville et de Clausewitz. C'est que la réflexion de Veblen est une clé essentielle pour comprendre notre époque. Pourtant, la *Théorie de la classe de loisir* est devenue introuvable en français et Veblen reste absent des programmes universitaires de science économique.

L'homme était fils de paysan. Son père était venu de Norvège s'installer aux États-Unis, dans le Wisconsin, dix ans avant la naissance de Thorstein en 1857. On parlait norvégien à la maison. Thorstein Veblen apprit l'anglais à l'adolescence et réussit brillamment ses études, obtenant en 1884 un doctorat à Yale, une des grandes universités de la côte Est des États-Unis. Peu enclin aux ronds de jambe nécessaires pour s'assurer une position bourgeoise, il revint à la ferme paternelle pendant six ans, avant de reprendre des études à Cornell en 1891 et d'obtenir dans la foulée un poste d'enseignant à l'université de Chicago. Il vécut alors une existence effacée, quoique excentrique, mais occupée par un riche travail intellectuel : son premier livre, *Théorie de la classe de loisir*, publié en 1899, connut lors de sa parution une notoriété durable. Sans doute la dut-il au contexte de l'époque : le début du xxe siècle fut aux États-Unis (comme, sous une autre forme, en Europe) une période d'apogée de ce que les historiens ont appelé le « capitalisme sauvage ».

Veblen a ensuite été oublié. Les revenus se sont beaucoup resserrés au cours du xxe siècle, ce qui a rendu d'intérêt moins immédiat son analyse. Mais le retour d'une très grande inégalité et l'état présent d'un capitalisme exacerbé et ivre de lui-même rendent à l'économiste de Chicago toute sa fraîcheur incisive.

Pour Veblen, l'économie est dominée par un principe : « La tendance à rivaliser à se comparer à autrui pour le rabaisser » est d'origine immémoriale : c'est un des traits les plus indélébiles de la nature humaine. » « Si l'on met à part l'instinct de conservation, précise-t-il, c'est sans doute dans la tendance à l'émulation qu'il faut voir le plus puissant, le plus constamment actif, le plus infatigable des moteurs de la vie économique proprement dite. » L'idée avait été suggérée par le fondateur de l'économie classique, Adam Smith : dans sa *Théorie des sentiments moraux*, il relevait que « l'amour de la distinction, si naturel à l'homme (...) suscite et entretient le mouvement perpétuel de l'industrie du genre humain ». Mais Smith n'a pas vraiment creusé ce principe que Veblen, au contraire, a systématisé.

Selon lui, les sociétés humaines ont quitté un état sauvage et paisible pour un état de rapacité brutale, où la lutte est le principe de l'existence. Il en est issu une différenciation entre une classe oisive et une classe travailleuse, qui s'est maintenue lorsque la société a évolué vers des phases moins violentes. Mais la possession de la richesse est restée le moyen de la différenciation, son objet essentiel n'étant pas de répondre à un besoin matériel, mais d'assurer une « distinction provocante », autrement dit d'exhiber les signes d'un statut supérieur.

Certes, une partie de la production de biens répond aux « fins utiles » et satisfait des besoins concrets de l'existence. Mais le niveau de production nécessaire à ces fins utiles est assez aisément atteint. Et, à partir de ce niveau, le surcroît de production est suscité par le désir d'étaler ses richesses afin de se distinguer d'autrui. Cela nourrit une consommation ostentatoire et un gaspillage généralisé.

#### Il n'y a pas besoin d'augmenter la production

La première originalité de Veblen est de renverser l'axiome originel de l'économie classique : celle-ci raisonne dans un univers de contraintes, où les hommes disposent de ressources rares pour des besoins illimités. Dès lors, le problème économique serait d'augmenter la production pour accroître l'offre de biens et tenter d'assouvir les

besoins. Veblen, au contraire, observe que les besoins ne sont pas infinis. Au-delà d'un certain niveau, c'est le jeu social qui les stimule. De même, il ne considère pas que la production est rare, mais pose qu'elle est suffisante. Cette approche constitue une rupture radicale avec le discours économiste qui forme l'idéologie dominante. De ce point de vue, capitalisme et marxisme sont strictement équivalents : ils postulent tous deux que la production est insuffisante. Veblen renverse l'analyse : la production est suffisante, la question qui se pose à l'économie porte sur les raisons et les règles de la consommation.

Une des sources d'information de Veblen était l'ethnographie, c'est-à-dire l'observation des coutumes des peuples d'Amérique ou du Pacifique. Les cultures de ceux-ci étaient encore souvent, au XIX<sup>e</sup> siècle, bien vivantes. Veblen a ainsi rencontré à Chicago Franz Boas, un ethnographe qui a étudié les Indiens Kwakiutl, un peuple de la côte Nord-Ouest des États-Unis. Les Kwakiutl, qui tiraient de la pêche et de la fourrure une grande prospérité, pratiquaient le « potlatch » : lors de longues fêtes, ils se livraient à une sorte de compétition de cadeaux, chaque don d'un clan à un autre appelant en retour un présent plus beau, sur lequel le premier renchéris-sait, dans un cycle de munificence aboutissant à une débauche des biens de tous. L'observation de Boas n'était pas isolée. Sous diverses formes, le potlatch a été décrit dans de nombreuses sociétés, si bien que le sociologue français Marcel Mauss l'a présenté dans son *Essai sur le don* (1923) comme un « système général d'économie et de droit ». Retenons la leçon de cette tradition ethnologique : le régime naturel des sociétés n'est pas la gêne ; elles peuvent aussi bien connaître une abondance permettant le gaspillage d'un surplus considérable. Veblen a le premier compris l'importance de cette observation, sur laquelle il bâtit sa démonstration.

### La classe supérieure définit le mode de vie de son époque

Donc, raisonne-t-il, le principe de consommation ostentatoire régit la société. Celle-ci s'est diversifiée en de nombreuses couches, dont chacune se comporte selon le même principe de distinction, c'est-à-dire en cherchant à imiter la couche supérieure. « Toute classe est mue par l'envie et rivalise avec la classe qui lui est immédiatement supérieure dans l'échelle sociale, alors qu'elle ne songe guère à se comparer à ses inférieures, ni à celles qui la surpassent de très loin, écrit Veblen. Autrement dit, le critère du convenable en matière de consommation, et il vaut partout où joue quelque rivalité, nous est toujours proposé par ceux qui jouissent d'un peu plus de crédit que nous-mêmes. On en arrive alors, surtout dans les sociétés où les distinctions de classe sont moins nettes, à rapporter insensiblement tous les canons d'après lesquels une chose est considérée ou reçue, ainsi que les diverses normes de consommation, aux habitudes de comportement et de pensée en honneur dans la classe la plus haut placée tant par le rang que par l'argent et la richesse et le loisir. C'est à cette classe qu'il revient de déterminer, d'une façon générale, quel mode de vie la société doit tenir pour recevable ou générateur de considération. »

La langue de Veblen est un peu contournée, mais cependant limpide. Précisons seulement que Veblen compare la société capitaliste qu'il connaît à « où les distinctions de classe sont moins nettes » aux sociétés aristocratiques, par exemple les monarchies anglaise ou française du XVIII<sup>e</sup> siècle.

L'imitation conduit à un torrent de gaspillages dont la source est située en haut de la montagne humaine : la classe de loisir, poursuit l'économiste, « se tient au faîte de la structure sociale ; les valeurs se mesurent à sa toise, et son train de vie fixe la norme d'honorabilité pour la société tout entière. Le respect de ces valeurs, l'observance de cette norme s'imposent plus ou moins à toutes les classes inférieures. Dans les sociétés civilisées d'aujourd'hui, les lignes de démarcation des classes sociales se sont faites incertaines et mouvantes ; dans de telles conditions, la norme d'en haut ne rencontre guère d'obstacles ; elle étend sa contraignante influence du haut en bas de la structure sociale, jusqu'aux strates les plus humbles. Par voie de conséquence, les membres de chacune des strates reçoivent comme l'idéal du savoir-vivre le mode de vie en faveur dans la strate immédiatement supérieure, et tendent toute leur énergie vers cet idéal ».

### La rivalité insatiable

Résumons. Le ressort central de la vie sociale, dit Veblen, est la rivalité ostentatoire qui vise à exhiber une prospérité supérieure à celle de ses pairs. La différenciation de la société en de nombreuses couches excite la rivalité générale. La course à la distinction pousse à produire bien davantage que ce que requerrait l'atteinte des « fins utiles » : « Le rendement va augmentant dans l'industrie, les moyens d'existence coûtent moins de travail, et pourtant les membres actifs de la société, loin de ralentir leur allure et de se laisser respirer, donnent plus d'effort que jamais afin de parvenir à une plus haute dépense visible. La tension ne se relâche en rien, alors qu'un rendement supérieur n'aurait guère eu de peine à procurer le soulagement si c'était là tout ce qu'on cherchait ; l'accroissement de la production et le besoin de consommer davantage s'entre-provoquent : or ce besoin est indéfiniment extensible. » En effet, il ne s'arrête jamais : repensons à nos milliardaires. Qu'acheter, quand chacun a son avion décoré de bois précieux et de marbre ? Une collection d'objets d'art. Une fusée. Un sous-marin. Et ensuite ? Une villégiature sur la Lune. Autre chose, toujours, car la satiété n'existe pas dans la compétition somptuaire. Enfin, la classe de loisir, au sommet, se coupe de la société. « Ce qui compte pour l'individu élevé dans le grand monde, explique Veblen, c'est l'estime supérieure de ses pareils, la seule qui fasse honneur. Puisque la classe riche et oisive a tant grandi, (...) puisqu'il existe un milieu humain suffisant pour y trouver considération, on tend désormais à mettre à la porte du système les éléments inférieurs de la population ; on n'en veut même plus pour spectateurs ; on ne cherche plus à les faire applaudir ni pâlir d'envie. »

La théorie de Veblen paraît si claire qu'il est à peine besoin de la commenter. Observons nos oligarques. Et regardons comment les 4x4, les voyages à New York ou à Prague, les écrans ultraplats, les caméras numériques, les téléphones télé-vision, les cafetières perfectionnées... comment l'incommensurable amoncellement d'objets qui constitue le décor de nos sociétés d'opulence se déverse en cascade, jusqu'aux rangs les plus modestes de la société, au fur à mesure que leur découverte par les hyper-riches recule dans un temps de plus en plus frénétique. Mais les filtres des possibilités de chacun, à mesure que l'on descend l'échelle de la richesse, écrèment cruellement le flot des fruits de la corne d'abondance. Ils laissent inassouvi le désir inextinguible qu'excite la dilapidation clinquante des oligarques.

### La lisière invisible de la nouvelle nomenclatura

Il est temps de décrire sommairement les sociétés oligarchiques de l'humanité mondialisée du début du xxe siècle.

Au sommet, une caste d'hyper-riches. Quelques dizaines de milliers de personnes, ou de familles.

Ils baignent dans un milieu plus large, que l'on pourrait appeler la nomenclatura capitaliste : la classe supérieure, moins riche que les hyper-riches quoique très opulente, leur obéit ou au moins les respecte. Avec eux, elle tient les leviers du pouvoir politique et économique de la société mondiale.

Deux représentants de la branche française de l'oligarchie la décrivent ainsi : pour Alain Minc, il s'agit de l'ensemble des « hommes politiques de terrain, de cadres dirigeants d'entreprise, d'hommes de culture, d'enseignants du supérieur, de chercheurs scientifiques, de journalistes de base, de magistrats de province, de fonctionnaires de catégorie A, de « bacs + 5, 7 ou 9 », dont seuls quelques-uns parviennent à pénétrer le « sanhédrin » de la super élite, mais qui vivent tous avec à l'esprit les mêmes réflexes et le même code intellectuel ».

Pour Jean Peyrelevade, le capitalisme moderne est organisé comme une gigantesque société anonyme. À la base, trois cents millions de propriétaires (sur six milliards d'humains, soit 5 % de la population mondiale) contrôlent la quasi-totalité de la capitalisation boursière mondiale. « Citoyens ordinaires de pays riches, assurés de leur légitimité politique aussi bien que sociale », ils confient la moitié de leurs avoirs financiers à quelques dizaines de milliers de gestionnaires dont le seul but est d'enrichir leurs mandants.

Minc et Peyrelevade poussent à l'excès la frontière vers le bas « bacs + 5, journalistes de base, citoyens ordinaires » afin d'élargir la caste, ce qui la rend moins insupportable, mais la catégorisation, la lisière invisible et verrouillée, est posée.

La nomenclatura capitaliste adopte les canons de la consommation somptuaire des hyper-riches, et les diffuse vers les classes moyennes, qui les reproduisent à la mesure de leurs moyens, imitées elles-mêmes par les classes populaires et pauvres.

Hyper-riches et nomenklatura constituent l'oligarchie. Les individus s'y livrent une rude compétition interne, une course épuisante à la puissance et à l'ostentation. Pour rester dans la course, ne pas faillir, ne pas déchoir, il leur faut toujours plus. Ils organisent le prélèvement accru de la richesse collective. Contrôlant solidement les leviers du pouvoir, ils se ferment à la classe moyenne dont les rejetons ne parviennent plus à intégrer la caste qu'avec difficulté.

Cette classe moyenne constitue un ventre de plus en plus mou de la société, alors qu'elle était naguère le centre de gravité du capitalisme social dont le court âge d'or est centré sur les années 1960. Encore assez séduite par les feux de l'oligarchie pour se complaire ou s'épuiser, à son niveau, dans la course à la consommation ostentatoire, elle commence à comprendre que son rêve d'ascension sociale se dissout. Elle voit même s'ouvrir vers le bas la frontière jusque-là fermée du monde des petits employés et ouvriers.

Ceux-ci, de même, perdent l'espoir de pénétrer les classes moyennes. Au contraire, la précarisation des emplois, l'affaiblissement voulu par l'oligarchie des cadres de la solidarité collective, le coût des études, leur font entrevoir la descente vers ceux dont ils se croyaient séparés : la masse des pauvres qui, dans les pays riches, se débattent dans la gêne d'un quoti-dien fait de pâtes à l'eau, de conserves à bas prix et de factures impayées. Tapiée dans cette médiocrité lancinante gît la menace de glisser vers la déchéance de la rue, de l'alcoolisme et de la mort anonyme au petit matin glacé.

### **L'oligarchie des États-Unis au sommet de la compétition somptuaire**

Au point où nous sommes arrivés, deux remarques s'imposent.

D'abord, si Veblen est aussi important que je l'affirme avec Raymond Aron, comment se fait-il qu'on n'en parle pas plus ? En fait, il commence à être redécouvert, et plusieurs économistes font plus que le relire, ils appliquent sa théorie avec les méthodes modernes de l'économétrie. On a ainsi récemment montré, par exemple, que le niveau de satisfaction des travailleurs anglais était d'autant plus élevé que le salaire de leurs pairs était inférieur au leur. Ou que les foyers dont le revenu est inférieur à leur groupe de référence épar-gnent moins que ceux dont le revenu est supérieur, afin de pouvoir consommer davantage et de se maintenir au niveau de ceux-ci.

En novembre 2005, la Royal Economic Society anglaise a publié une autre et intéressante étude. Samuel Bowles et Yongjin Park y montraient, en utilisant le mécanisme veble-nien, que le temps de travail augmente à proportion de l'inégalité sociale. Dans une société donnée, en effet, les individus adaptent collectivement leur temps de travail au revenu désiré. Or, constatent les chercheurs, celui-ci est fonc-tion de la distance qui sépare les individus d'un groupe du revenu du groupe de référence supérieur. Plus cette distance, c'est-à-dire l'inégalité, est grande, plus les agents cherchent à travailler davantage pour accroître leur revenu. Et de fait, la durée du temps de travail annuel décroît des pays les plus inégalitaires (États-Unis) vers ceux qui le sont le moins (pays scandinaves).

Bowles et Park tirent une conclusion logique de leur démonstration. Une politique qui taxerait davantage les groupes qui servent de référence de consommation « serait doublement attractive : elle augmenterait le bien-être des moins bien lotis en limitant l'effet d'imitation en cascade de Veblen, et fournirait des fonds à des projets sociaux utiles ».

Une seconde remarque est que l'on peut « actualiser » Veblen aux conditions de notre époque, en élargissant son raisonnement à la planète, du fait de la mondialisation des modèles culturels. Dans chaque pays, les groupes sociaux visent à copier le style de vie de l'oligarchie locale, mais celle-ci prend comme modèle l'oligarchie des pays opulents, et parti-culièrement de celle du plus riche d'entre eux, les États-Unis. D'autre part, les pays eux-mêmes, en tant que tels, sont sujets au phénomène d'imitation veblenien. Or, les sociétés occidentales, malgré l'inégalité qui les caractérise de plus en plus, n'en sont pas moins beaucoup plus riches collectivement que celles des pays du Sud. Ceux-ci sont ainsi dans une course au rattrapage collectif d'autant plus frénétique que l'écart est grand.

### **La croissance n'est pas la solution**

Reprenons maintenant le cours de la discussion. La consommation effrénée impulsée par l'oligarchie blesse la justice en raison de sa distribution inégale.

Certes. Mais encore ?

Nous avons appris avec Veblen que l'ostentation et l'imitation déterminent le jeu économique. Nous avons constaté au premier chapitre que le niveau de consommation matérielle de notre civilisation est énorme et exerce une pression excessive sur la biosphère.

Pourquoi, dès lors, les caractéristiques actuelles de la classe dirigeante mondiale sont-elles le facteur essentiel de la crise écologique ?

Parce qu'elle s'oppose aux changements radicaux qu'il faudrait mener pour empêcher l'aggravation de la situation.

Comment ?

Indirectement par le statut de sa consommation : son modèle tire vers le haut la consommation générale, en poussant les autres à l'imiter.

Directement, par le contrôle du pouvoir économique et politique, qui lui permet de maintenir cette inégalité.

Pour échapper à sa remise en cause, l'oligarchie rabâche l'idéologie dominante selon laquelle la solution à la crise sociale est la croissance de la production. Celle-ci serait l'unique moyen de lutter contre la pauvreté et le chômage. La croissance permettrait d'élever le niveau général de richesse, et donc d'améliorer le sort des pauvres sans â€” mais cela n'est jamais précisé â€” qu'il soit besoin de modifier la distribution de la richesse.

Ce mécanisme s'est enrayé. Selon l'économiste Thomas Piketty, « La constatation, dans les années 1980, que l'inégalité avait recommencé à augmenter dans les pays occidentaux depuis les années 1970 a porté le coup fatal à l'idée d'une courbe reliant inexorablement développement et inégalité ». La croissance, d'ailleurs, ne crée pas suffisamment d'emplois, même en Chine où, malgré une extraordinaire expansion du PIB, dix millions d'emplois nouveaux seulement apparaissent chaque année quand vingt millions de personnes se présentent sur le marché du travail. « La théorie des marchés, explique Juan Somavia, directeur général du Bureau international du travail (une agence des Nations unies), veut que la croissance crée de la richesse, laquelle est redistribuée par les créations d'emplois, qui alimentent la consommation, ce qui génère des investissements nouveaux et donc le cycle de production. Mais à partir du moment où le lien entre croissance et emploi est coupé, ce cercle vertueux ne fonctionne plus comme il devrait. »

Par ailleurs, et ce point crucial est toujours oublié par les zéloteurs de la croissance, celle-ci a un effet à la fois énorme et nuisible sur l'environnement, dont nous savons aujourd'hui qu'il est dans un état de fragilité extrême. Insistons. Cette assertion, selon laquelle la croissance dégrade l'environnement, est-elle établie ? Ne se produit-il pas un « découplage » entre croissance et dégradation écologique ? Le terme de découplage désigne une situation dans laquelle l'économie croît sans qu'augmente la pression environnementale.

La réponse a été apportée par des économistes de l'OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques), un organisme qui regroupe les États occidentaux, le Japon et la Corée. Dans ses Perspectives de l'environnement présentées en mai 2001, l'OCDE constatait que la croissance économique, dans les pays développés, n'améliore pas la situation écologique. « La dégradation de l'environnement a généralement progressé à un rythme légèrement inférieur à celui de la croissance économique », résumaient les experts ; « les pressions exercées par la consommation sur l'environnement se sont intensifiées au cours de la deuxième moitié du xx<sup>e</sup> siècle, et durant les vingt prochaines années, elles devraient continuer de s'accroître ».

L'environnement des pays de l'OCDE ne s'assainit que sur quelques points : les émissions atmosphériques de plomb, de CFC (substances détruisant l'ozone) et de carburants atmosphériques comme les oxydes d'azote et le monoxyde de carbone ont été fortement réduites. La consommation d'eau se stabilise. La superficie forestière augmente légèrement â€” encore que sa biodiversité diminue, en raison de la fragmentation des massifs par les routes. Pour le reste, la situation empire : surpêche, pollution des eaux souterraines, émissions de gaz à effet de serre, production de déchets ménagers, diffusion des produits chimiques, pollution atmosphérique due aux particules fines, érosion des terres, production de déchets radioactifs, sont toutes en augmentation constante depuis 1980. Comment est-ce possible ? Parce que « les effets en volume de l'augmentation totale de la production et de la consommation ont plus que compensé les gains d'efficacité obtenus par unité produite ». Si, par exemple,

L'amélioration technologique diminue la pollution de chaque automobile, cette baisse est insuffisante pour compenser l'augmentation globale du nombre d'automobiles. Même si, depuis vingt ans, les pays développés améliorent plus ou moins leur intensité énergétique (rapport de la consommation d'énergie par unité de PIB) ou leur intensité matérielle (rapport de la consommation de matériaux par unité de PIB), ce progrès est contrebalancé par l'augmentation globale du PIB. Ainsi, « la consommation globale de ressources naturelles dans les régions de l'OCDE a constamment augmenté ». Dans plusieurs domaines de l'environnement, qui plus est, il n'y a même pas de progrès relatif, parce que la richesse pousse à accroître la consommation nette : les routes se multiplient, la climatisation se répand, les équipements électriques se diversifient, les voyages sont plus faciles, etc. Il est symptomatique que cette étude corrosive de l'OCDE n'ait pas été renouvelée depuis 2001. La vérité est dangereuse.

### **L'urgence : réduire la consommation des riches**

Alors ? La croissance réduit-elle l'inégalité ? Non, comme le constatent les économistes pour la dernière décennie. Réduit-elle la pauvreté ? Dans la structure sociale actuelle, seulement quand elle atteint des taux insupportables durablement, comme en Chine, où même ce progrès atteint ses limites.

Améliore-t-elle la situation écologique ? Non, elle l'aggrave.

Tout être sensé devrait, soit démontrer que ces trois conclusions sont fausses, soit remettre en cause la croissance. Or on ne trouve pas de contestation sérieuse de ces trois conclusions dont conviennent *mezzo voce* plusieurs organismes internationaux et nombre d'observateurs. Et pourtant, personne parmi les économistes patentés, les responsables politiques, les médias dominants, ne critique la croissance, qui est devenue le grand tabou, l'angle mort de la pensée contemporaine.

Pourquoi ? Parce que la poursuite de la croissance matérielle est pour l'oligarchie le seul moyen de faire accepter aux sociétés des inégalités extrêmes sans remettre en cause celles-ci. La croissance crée en effet un surplus de richesses apparentes qui permet de lubrifier le système sans en modifier la structure.

Quelle pourrait être la solution pour sortir du piège mortel dans lequel la « classe de loisir », pour reprendre le terme de Veblen, nous enferme ? En stoppant la croissance matérielle. Je souligne le mot : croissance matérielle, définie comme l'augmentation continue des biens produits par prélèvement et dégradation des ressources biosphériques. À la différence des adorateurs de la croissance, qui vous traitent d'obscurantistes plutôt que de discuter dès que vous interrogez leur dogme, je n'ai pas de position de principe relativement à la croissance. Si l'on prouvait que la croissance telle que nous la connaissons ne dégrade pas davantage la biosphère, elle serait acceptable. Elle n'est pas en soi condamnable si on la considère comme la mise en œuvre de l'activité et de l'inventivité d'une humanité toujours plus nombreuse. Ce qui crée le danger, c'est que, dans les conditions actuelles, elle se traduit par une augmentation de la production matérielle qui endommage l'environnement. Si la croissance était immatérielle, c'est-à-dire augmentait la richesse monétaire sans consommer plus de ressources naturelles, le problème serait tout différent. Donc, la question n'est pas de faire la « croissance zéro », mais d'aller vers la « décroissance matérielle ». Si l'humanité prend au sérieux l'écologie de la planète, elle doit plafonner sa consommation globale de matières, et si possible la diminuer. Comment faire ? Il n'est pas question de diminuer la consommation matérielle des plus pauvres, c'est-à-dire de la majorité des habitants des pays du Sud, et d'une partie des habitants des pays riches. Au contraire, il faut l'augmenter, par souci de justice.

Bon. Qui, aujourd'hui, consomme le plus de produits matériels ? Les hyper-riches ? Pas seulement. Individuellement, ils gaspillent certes outrageusement, mais collectivement, ils ne pèsent pas si lourd que ça. L'oligarchie ? Oui, cela commence à faire nombre. Mais cela ne suffit pas encore. Ensemble, Amérique du Nord, Europe et Japon comptent un milliard d'habitants, soit moins de 20 % de la population mondiale. Et ils consomment environ 80 % de la richesse mondiale. Il faut donc que ce milliard de personnes réduise sa consommation matérielle. Au sein du milliard, pas les pauvres, mais pas seulement non plus les vilains de la couche supérieure. Disons, 500 millions de gens, et appelons-les la classe moyenne mondiale. Il y a d'assez fortes chances que vous fassiez partie d'eux comme moi d'eux de ces personnes qui réduiraient utilement leur consommation matérielle, leurs dépenses d'énergie, leurs déplacements automobiles et aériens.

## Comment l'oligarchie exacerbe la crise écologique

---

Mais nous limiterions notre gaspillage, nous chercherions à changer notre mode de vie, tandis que les gros, là-haut continueraient à se goberger dans leurs 4x4 climatisés et leurs villas avec piscine ? Non. La seule façon que vous et moi acceptions de consommer moins de matière et d'énergie, c'est que la consommation matérielle – donc le revenu – de l'oligarchie soit sévèrement réduite. En soi, pour des raisons d'équité, et plus encore, en suivant la leçon de ce sacripant excentrique de Veblen, pour changer les standards culturels de la consommation ostentatoire. Puisque la classe de loisir établit le modèle de consommation de la société, si son niveau est abaissé, le niveau général de consommation diminuera. Nous consommerons moins, la planète ira mieux, et nous serons moins frustrés par le manque de ce que nous n'avons pas.

Le chemin est tracé. Mais les hyper-riches, la nomenklatura, se laisseront-ils faire ?